

**QUIMPER BRETAGNE  
OCCIDENTALE  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Séance du 31 janvier 2019**

**Rapporteur :  
Monsieur Jean-Hubert  
PETILLON**

**N° 1**

**ACTE RENDU EXECUTOIRE**

compte tenu de :

- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 07/02/2019
- la transmission au contrôle de légalité le : 06/02/2019 (accusé de réception du 06/02/2019)

*Acte original consultable au service des assemblées  
Hôtel de Ville et d'agglomération  
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

**Budget primitif 2019**

Le débat sur le rapport d'orientation budgétaire 2019, préalable à l'adoption du budget, s'est tenu lors de la séance du conseil communautaire du 7 décembre 2018.

Il s'agit du troisième budget de l'EPCI créé au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En 2018, l'harmonisation des statuts a été réalisée et le projet communautaire adopté. Ce dernier a proposé l'extension de la définition de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale à la petite enfance, à la gestion des EHPAD communaux et à l'élaboration et pilotage des contrats locaux de santé et de santé mentale, ainsi que la création d'une compétence rayonnement et de doter également l'EPCI d'une compétence transition énergétique. À noter également la déclaration d'intérêt communautaire de la piscine de Briec et de la médiathèque de cette même commune, emportant transfert depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 de ces deux équipements.

Actuellement, le périmètre de Quimper Bretagne Occidentale comprend l'ensemble :

- des compétences obligatoires d'une communauté d'agglomération (*Développement économique, politique d'aides au commerce d'intérêt communautaire, tourisme, aménagement de l'espace, habitat, politique de la ville, gens du voyage, déchets et Gémapi*).
- ainsi que les compétences optionnelles et facultatives (*eau & assainissement, équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, action sociale d'intérêt communautaire, l'enseignement supérieur, les politiques d'animation communautaires (ULAMIR, Atout Sport, sentiers de randonnées), la transition énergétique, le rayonnement et la promotion de la culture du territoire, les communications électroniques, le SIG et l'observatoire foncier, l'installation et l'entretien des abris bus, la contribution au SDIS, la fourrière animale*).

En 2018 des CLECT se sont tenues pour évaluer financièrement les transferts de compétences hors petite enfance et EHPAD. Elles ont par ailleurs pris en compte les résultats du pacte fiscal et financier, également adopté en 2018 et notamment une compensation dégressive des pertes des dotations de péréquation pour les communes de l'ex-pays Glazik et Quéménéven pour un montant de 265 K€ en 2019, auquel s'ajoute la prise en charge de 163 K€ au titre du FPIC pour ces mêmes communes.

Des AC provisoires intégrant les conséquences financières du transfert de la politique petite enfance et des EHPAD sont par ailleurs prévues dans ce budget.

Du fait de la prise de nouvelles compétences, les masses budgétaires du budget principal, notamment en fonctionnement, évoluent et le présent rapport mettra plus particulièrement en lumière ce phénomène.

**Le budget de Quimper Bretagne Occidentale est composé de 11 budgets : le budget principal, le budget annexe des transports, un budget annexe eau – gestion en régie, un budget annexe eau – gestion déléguée, un budget assainissement collectif – gestion en régie, un budget assainissement collectif – gestion déléguée, un budget annexe relatif au SPANC, un budget annexe relatif à la location des bâtiments économiques, un budget annexe pour les Zones d'activités économiques, un budget de valorisation des énergies renouvelables et un budget activités portuaires.**

## I - Périmètre du budget de Quimper Bretagne Occidentale

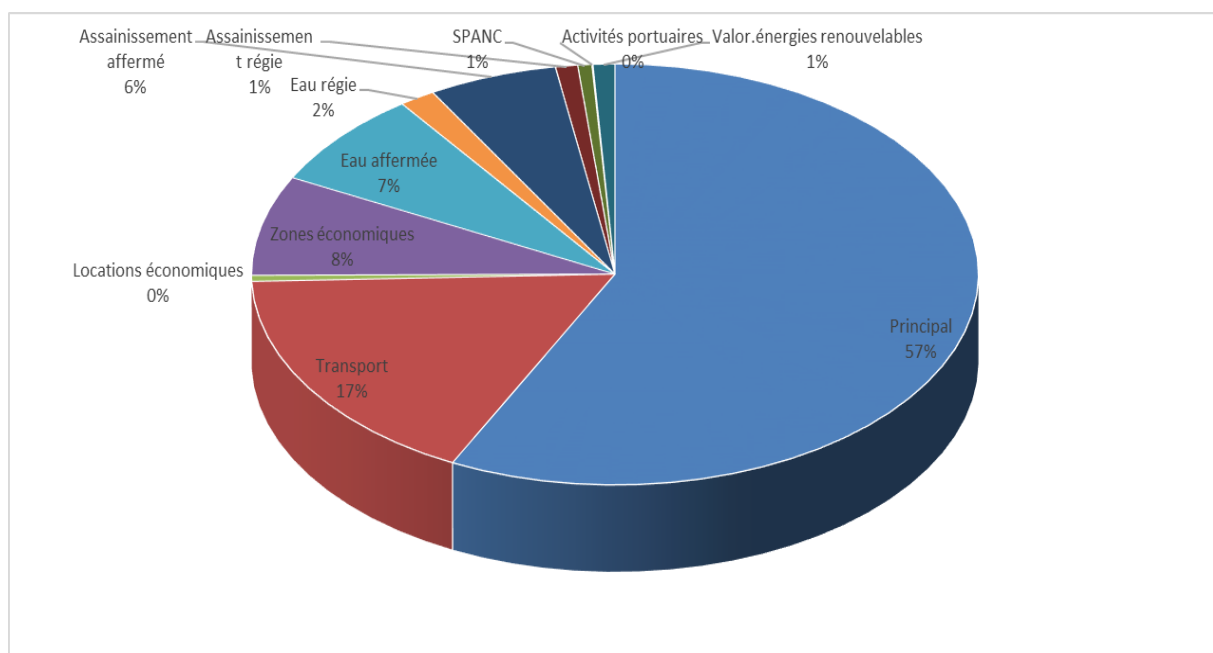
Dépenses réelles		BP2018	BP2019	2018/2019	Variation
<b>principal</b>	Dépenses réelles fonctionnement	66 529 540 €	70 049 673 €	5,29%	3 520 133
	(-)subvention au BA transport	5 300 000 €	3 800 000 €	-28,30%	- 1 500 000
	(-) Administration commune AC Quimper	8 604 653 €	8 604 653 €	0,00%	-
	(-) remboursement frais	5 789 452 €	5 723 214 €	-1,14%	- 66 238
	Dépenses réelles nettes de fonctionnement	46 835 435 €	51 921 806 €	10,86%	5 086 371
	Dépenses réelles investissement	13 033 064 €	12 872 968 €	-1,23%	- 160 096
	Dettes	797 900 €	1 245 267 €	56,07%	447 367
	<b>Total</b>	<b>60 666 399 €</b>	<b>66 040 041 €</b>	<b>8,86%</b>	<b>5 373 642</b>
<b>transports</b>	Dépenses réelles fonctionnement	14 625 141 €	15 432 997 €	5,52%	807 856
	Dépenses réelles investissement	3 142 200 €	1 984 000 €	-36,86%	- 1 158 200
	Dettes	300 000 €	350 000 €	16,67%	50 000
	<b>Total</b>	<b>18 067 341 €</b>	<b>17 766 997 €</b>	<b>-1,66%</b>	<b>- 300 344</b>
<b>locations immeubles</b>	Dépenses réelles fonctionnement	351 979 €	440 860 €	25,25%	88 881
	Dépenses réelles investissement	136 000 €	167 500 €	23,16%	31 500
	<b>Total</b>	<b>487 979 €</b>	<b>608 360 €</b>	<b>24,67%</b>	<b>120 381</b>
<b>Zones économiques</b>	Dépenses réelles Investissement	6 527 740 €	5 664 706 €	-13,22%	- 863 034
	Dettes	1 600 000 €	2 200 000 €	37,50%	600 000
	<b>Total</b>	<b>8 127 740 €</b>	<b>7 864 706 €</b>	<b>-3,24%</b>	<b>- 263 034</b>
<b>Eau Affermé</b>	Dépenses réelles fonctionnement	2 275 956 €	2 370 873 €	4,17%	94 917
	Dépenses réelles investissement	5 338 490 €	2 428 490 €	-54,51%	- 2 910 000
	Dettes	250 000 €	196 000 €	-21,60%	- 54 000
	<b>Total</b>	<b>7 864 446 €</b>	<b>4 995 363 €</b>	<b>-36,48%</b>	<b>- 2 869 083</b>
<b>eau régie</b>	Dépenses réelles fonctionnement	1 176 571 €	1 358 922 €	15,50%	182 351
	Dépenses réelles investissement	487 000 €	505 000 €	3,70%	18 000
	Dettes	31 200 €	43 000 €	37,82%	11 800
	<b>Total</b>	<b>1 694 771 €</b>	<b>1 906 922 €</b>	<b>12,52%</b>	<b>212 151</b>
<b>assainissement collectif affermé</b>	Dépenses réelles fonctionnement	1 368 445 €	1 566 004 €	14,44%	197 559
	Dépenses réelles investissement	4 686 357 €	3 635 000 €	-22,43%	- 1 051 357
	Dettes	17 500 €	25 000 €	42,86%	7 500
	<b>Total</b>	<b>6 072 302 €</b>	<b>5 226 004 €</b>	<b>-13,94%</b>	<b>- 846 298</b>
<b>assainissement régie</b>	Dépenses réelles fonctionnement	530 452 €	492 939 €	-7,07%	- 37 513
	Dépenses réelles investissement	400 000 €	585 000 €	46,25%	185 000
	Dettes	113 000 €	166 000 €	46,90%	53 000
	<b>Total</b>	<b>1 043 452 €</b>	<b>1 243 939 €</b>	<b>19,21%</b>	<b>200 487</b>
<b>assainissement NC</b>	Dépenses réelles fonctionnement	277 900 €	256 000 €	-7,88%	- 21 900
	Dépenses réelles investissement	384 920 €	314 000 €	-18,42%	- 70 920
	<b>Total</b>	<b>662 820 €</b>	<b>570 000 €</b>	<b>-14,00%</b>	<b>- 92 820</b>
<b>Activités portuaires</b>	Dépenses réelles fonctionnement	45 549 €	142 850 €	213,62%	97 301
	Dépenses réelles investissement	0 €	0 €		-
	Dettes	0 €	0 €		-
	<b>Total</b>	<b>45 549 €</b>	<b>142 850 €</b>	<b>213,62%</b>	<b>97 301</b>
<b>valorisation des énergies renouvelables</b>	Dépenses réelles fonctionnement	758 353 €	407 555 €	-46,26%	- 350 798
	Dépenses réelles investissement	269 147 €	263 500 €	-2,10%	- 5 647
	Dettes	0 €	0 €		-
	<b>Total</b>	<b>1 027 500 €</b>	<b>671 055 €</b>	<b>-34,69%</b>	<b>- 356 445</b>
<b>Total</b>	Dépenses réelles fonctionnement	68 245 781 €	74 390 806 €	9,00%	6 145 025
	Dépenses réelles investissement	34 404 918 €	28 420 164 €	-17,40%	- 5 984 754
	Dettes	3 109 600 €	4 225 267 €	35,88%	1 115 667
	<b>Total des dépenses nettes</b>	<b>105 760 299 €</b>	<b>107 036 237 €</b>	<b>1,21%</b>	<b>1 275 938</b>

Le périmètre « retraité » (neutralisant pour partie les effets de l'administration commune, des remboursements de personnel sur le budget principal et la subvention du budget principal au budget annexe des transports pour ne pas compter deux fois les sommes issues des flux financiers) indique 107.03 M€ de dépenses, dont 28,42 M€ de dépenses d'investissement. Les dépenses de fonctionnement sont en hausse, du fait du transfert de compétence d'une part et de l'évolution de l'offre sur le budget transport d'autre part. Les investissements sont inférieurs au niveau 2018, plus particulièrement sur les budgets annexes transports et assainissement.

Les dépenses brutes totales s'élèvent à 125.16 M€.

La présente note propose une lecture des flux réels, hors opérations d'ordre.

La répartition des dépenses nettes totales (fonctionnement + investissement soit 105,76 €) en 2018 par budget :



La répartition des dépenses nettes totales (fonctionnement + investissement soit 107,03 M€) en **2019** par budget :

**Erreur ! Des objets ne peuvent pas être créés à partir des codes de champs de mise en forme.**

Dans le détail et par politique publique, la répartition des 102,811 M€ de dépenses nettes (hors dette d'un montant de 4,225 M€) s'opère comme suit :

**Erreur ! Des objets ne peuvent pas être créés à partir des codes de champs de mise en forme.**

#### **Tous budgets :**

Le premier poste de dépenses est constitué des compétences déchets et gestion des eaux pluviales mais aussi des budgets annexes eau, assainissement et SPANC (26 % des dépenses) Vient ensuite le transport y compris le budget annexe transport urbain (17%). L'économie représente 13 % des dépenses et est passée en 2019 devant le reversement aux communes et les reversements à l'État (AC pour les communes, FNGIR, FPIC et dégrèvements au profit de l'État) du fait des transferts de compétence qui diminuent plus particulièrement l'AC versée aux communes. Viennent ensuite le secteur culture, jeunesse et sport, qui comporte notamment le réseau de lecture publique et les piscines, l'apparition de la compétence petite enfance, les charges d'administration générale, la participation au Service Départemental d'Incendie et de Secours, l'enseignement supérieur, l'habitat et la plateforme d'instruction des autorisations d'urbanisme, l'insertion et la solidarité et le transport scolaire.

NB : l'analyse est tirée de la partie IV – annexes A1, présentation croisée par fonction, de la maquette budgétaire.

## I. Le budget principal

### A. Équilibre général

		2018	2019	Variations	
		QBO	QBO	Valeur	%
1	<b>Ressources de fonctionnement</b>	<b>70 967 185</b>	<b>74 787 056</b>	<b>3 819 871</b>	<b>5,38%</b>
	<i>Dont fiscalité</i>	<i>48 761 562</i>	<i>50 475 917</i>	<i>1 714 355</i>	<i>3,52%</i>
	<b>dont DGF</b>	<b>10 819 183</b>	<b>10 669 000</b>	<b>-150 183</b>	<b>-1,39%</b>
	<i>dont AC</i>	<i>0</i>	<i>302 440</i>	<b>302 440</b>	<b>#DIV/0!</b>
	<b>dont autres recettes</b>	<b>11 386 440</b>	<b>13 339 699</b>	<b>1 953 259</b>	<b>17,15%</b>
2	<b>Dépenses de fonctionnement hors charges financières</b>	<b>66 359 540</b>	<b>69 829 673</b>	<b>3 470 133</b>	<b>5,23%</b>
	<i>dont personnel</i>	<i>22 722 668</i>	<i>29 461 608</i>	<b>6 738 940</b>	<b>29,66%</b>
	<i>dont chapitre 65</i>	<i>13 185 147</i>	<i>13 701 044</i>	<b>515 897</b>	<b>3,91%</b>
	<i>dont autres charges courantes</i>	<i>13 528 981</i>	<i>14 276 208</i>	<b>747 227</b>	<b>5,52%</b>
	<i>Autres charges</i>	<i>6 005 440</i>	<i>4 675 273</i>	<b>-1 330 167</b>	<b>-22,15%</b>
	<i>AC</i>	<i>10 156 829</i>	<i>6 955 065</i>	<b>-3 201 764</b>	<b>-31,52%</b>
	<i>FNGIR</i>	<i>389 475</i>	<i>389 475</i>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<i>FPIC</i>	<i>311 000</i>	<i>311 000</i>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<i>autres reversement</i>	<i>60 000</i>	<i>60 000</i>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<i>Somme Reversement</i>	<i>10 917 304</i>	<i>7 715 540</i>	<b>-3 201 764</b>	<b>-29,33%</b>
3	<b>Capacité courante de financement (1-2)</b>	<b>4 607 645</b>	<b>4 957 383</b>	<b>349 738</b>	<b>7,59%</b>
4	Frais financiers	170 000	220 000	<b>50 000</b>	<b>29,41%</b>
5	<b>Epargne brute (3-4)</b>	<b>4 437 645</b>	<b>4 737 383</b>	<b>299 738</b>	<b>6,75%</b>
6	Remboursement capital dette	797 900	1 245 267	<b>447 367</b>	<b>56,07%</b>
7	<b>Epargne nette (5-6)</b>	<b>3 639 745</b>	<b>3 492 116</b>	<b>-147 629</b>	<b>-4,06%</b>
8	subventions d'équipement versées	3 105 025	4 088 042	<b>983 017</b>	<b>31,66%</b>
9	Programme d'investissement	9 928 039	8 784 926	<b>-1 143 113</b>	<b>-11,51%</b>
10	<b>Charges d'investissement (8+9)</b>	<b>13 033 064</b>	<b>12 872 968</b>	<b>-160 096</b>	<b>-1,23%</b>
11	Recettes d'investissement	2 626 575	3 471 879	<b>845 304</b>	<b>32,18%</b>
12	Emprunt	6 766 744	5 908 973	<b>-857 771</b>	<b>-12,68%</b>
13	Excédents 1068	0		<b>0</b>	<b>#DIV/0!</b>
14	<b>Total des financements propres (7+11+12+13)</b>	<b>13 033 064</b>	<b>12 872 968</b>	<b>-160 096</b>	<b>-1,23%</b>
	Encours de dette au 01/01/ N	6 827 279	9 215 257	<b>2 387 978</b>	<b>34,98%</b>
	<b>capacité de désendettement</b>	<b>1,54</b>	<b>1,95</b>		<b>26,44%</b>
	annuité de dette	967 900	1 465 267	<b>497 367</b>	<b>51,39%</b>

### **Section de fonctionnement :**

#### **Les dépenses :**

- Les dépenses hors charges financières s'élèvent à 69,82 M€ en progression de 3,4 M€ avec des effets liés aux transferts de compétence et d'équipement en 2019, notamment sur le chapitre personnel (+6,2 M€, nombre d'agents transférés), la diminution de l'AC versée aux communes (cout net des subventions des charges transférées a été enlevé de l'AC). Par ailleurs la contribution au budget annexe des transports passe de 5,3 M€ à 3,8 M€ en 2019 conformément au pacte fiscal et financier.

#### **Les recettes :**

En recettes de fonctionnement, 74,78 M€ sont inscrits contre 70,96 M€ en 2018.

La fiscalité est dynamique en matière de base, avec également l'intégration au stade du BP du produit prévisionnel sur la THLV.

La DGF perçue est en baisse pendant que le chapitre des subventions augmente du fait du transfert de la compétence petite enfance.

Les recettes liées au remboursement de frais sont importantes, traduisant tant les mouvements avec les budgets annexes que le paiement par la ville-centre des prestations informatiques et du solde de la part d'administration commune à sa charge. En cours d'année, ce chapitre sera à réajuster avec l'extension du service commun informatique à de nouvelles communes.

Le montant des amortissements comptables et opérations d'ordre à couvrir s'élèvent en 2019 à 4,22 M€.

### **Section d'investissement :**

#### **Les dépenses :**

Les dépenses d'investissement inscrites en BP 2019 s'élèvent à 12,872 M€ contre 13,033 M€ en 2018. Comme le détail de l'investissement le présentera, les domaines d'intervention sont notamment l'habitat (aides à la pierre et OPAH-RU), le numérique (plaque fibre Edern-Briec, sur plusieurs années), l'économie, le transport avec le projet de pôle d'échanges multimodal, la construction de la médiathèque de Guenguat, la construction du bâtiment accueillant la DCSI ainsi que des crédits d'études de programmation pour la grande salle multifonction.

Dans ces conditions l'emprunt d'équilibre s'élève à 5,9 M€ contre 6,76 M€ en 2018.

## B. Détail par section

### 1-le fonctionnement

*Détail des dépenses nettes (retraitées des remboursements frais et subvention BA transport) par politique publique*

**Erreur ! Des objets ne peuvent pas être créés à partir des codes de champs de mise en forme.**

Cette présentation du budget par politique publique neutralise la parte des services communs dédiés à la ville de Quimper, les mises à disposition aux budgets annexes ainsi que la subvention au budget transport qui est traité dans le budget annexe. Par ailleurs, elle réaffecte la masse salariale afférente à chaque politique publique ou secteur d'activités.

## BUDGET PRINCIPAL

*A périmètre constant (hors transferts de compétence et conséquences pacte fiscal et financier), les crédits budgétaires sont quasi stables, avec une évolution proche de 0 %.*

### a. Les dépenses brutes de fonctionnement par nature

**Erreur ! Des objets ne peuvent pas être créés à partir des codes de champs de mise en forme.**

#### Les dépenses brutes par poste comptable

*Les dépenses de personnel comprennent également la part des services communs de Quimper et celle des budgets annexes.*

Budget général	BP 2018	BP 2019	2018/2019	Variation
Charges générales	13 528 981	14 276 208	5,52%	747 227
<b>Personnel</b>	<b>22 722 668</b>	<b>29 461 608</b>	<b>29,66%</b>	<b>6 738 940</b>
Subvention	13 185 147	13 701 044	3,91%	515 897
charges financières	170 000	220 000	29,41%	50 000

Charges exceptionnelles	5 871 350	4 545 273	-22,59%	- 1 326 077
Atténuations de produit	10 917 304	7 715 540	-29,33%	- 3 201 764
AC	10 156 829	6 955 065	-31,52%	- 3 201 764
Autres restitutions	60 000	60 000	0,00%	-
FPIC	311 000	311 000	0,00%	-
FNGIR	389 475	389 475	0,00%	-
Provision pour dépenses imprévues	134 090	130 000	-3,05%	- 4 090
<b>total</b>	<b>66 529 540</b>	<b>70 049 673</b>	<b>5,29%</b>	<b>3 520 133</b>

### Charges générales (chapitre 011)

Elles s'élèvent à 14 276 208 € au BP 2019 soit 747 K€ de plus qu'au BP 2018.

Cette évolution est liée pour 574 K€ à l'intégration de la compétence petite enfance dans le budget.

A noter que 10,2 M€ sont liés à la compétence déchets contre 9.93 M€ en 2018.

Variation poste	2018	2019		
Eau/assainissement	141 150 €	126 900 €	-10,10%	-14 250 €
Energie - électricité	562 500 €	510 400 €	-9,26%	-52 100 €
Alimentation	200 €	118 330 €	59065,00%	118 130 €
Etudes et recherches	104 000 €	230 500 €	121,63%	126 500 €
fournitures petits équipements	242 420 €	229 754 €	-5,22%	-12 666 €
Honoraires	731 400 €	666 896 €	-8,82%	-64 504 €
Maintenance	196 850 €	251 599 €	27,81%	54 749 €
Locations mobilières et immobilières	186 187 €	280 687 €	50,76%	94 500 €
Assurances	54 115 €	136 666 €	152,55%	82 551 €
Livres disques	315 000 €	357 100 €	13,37%	42 100 €
Frais de télécommunications	322 800 €	292 860 €	-9,28%	-29 940 €
Publications	300 150 €	292 650 €	-2,50%	-7 500 €
diverses prestations de services	531 400 €	540 700 €	1,75%	9 300 €
contrats de prestations de services	6 876 800 €	7 074 000 €	2,87%	197 200 €

### Frais de personnel (chapitre 012)

	2018	2019	Variation	
			Valeur	%
Dépenses personnel réelles fonctionnement	22 722 668 €	29 461 608 €	6 738 940 €	29,66%
(-) BA	1 673 034 €	1 667 481 €	-5 553 €	-0,33%
(-) autres organismes	905 501 €	892 349 €	-13 152 €	-1,45%
(-)remboursement des frais Ville de Quimper	803 550 €	1 195 550 €	392 000 €	48,78%
(-) Administration commune AC Quimper	8 604 653 €	8 604 653 €	0 €	0,00%
<b>Total</b>	<b>10 735 930 €</b>	<b>17 101 575 €</b>	<b>6 365 645 €</b>	<b>59,29%</b>

Avec l'intégration de la compétence enfance et de l'intégration de la médiathèque de Briec, le montant net des dépenses de personnel portées pour les politiques communautaires au titre du budget principal est en progression de près de 6 M€, auxquels il convient d'ajouter 200 K€ au titre de la prise en charge de ce transfert par les fonctions supports près la petite enfance ainsi qu'à la DRH et aux finances.

## **Subvention et participations (chapitre 65)**

Le montant du chapitre s'établit à 13 701 044 €. Parmi les axes les plus significatifs, on peut noter dans le tableau suivant

SDIS	3 581 752 €
EESAB	1 495 800 €
Subvention UBO	240 000 €
Tourisme	528 390 €
Actions logements	166 000 €
CIAS EHPAD	130 000 €
Redevances et brevets	694 660 €
Indemnités et frais élus	399 600 €
Economie/innovation/agro	1 263 108 €
Autres subventions - petite enfance	149 337 €
Autres contributions (SIDEPAQ)	2 710 000 €

Le montant de la participation versée à QCD se monte à 791.5K€.

## **Charges financières (chapitre 66) : 220 K€**

Les charges financières sont constituées des frais financiers liés aux emprunts contractés (190 K€) ainsi que d'une provision pour frais de ligne de trésorerie pour 30 K€.

## **Charges exceptionnelles (chapitre 67) : 4,54 M€**

La subvention au budget transport passe à 3,8 M€ contre 5,3 M€ en 2018 (cf Budget Annexe).

395 K€ de subventions sont également inscrites au titre de la compétence Habitat (PIG/OPAHRU...) et 152 K€ de participation au budget annexe des locations bâtiments économiques.

Une provision pour annulation de titres sur exercices antérieurs est également constituée.

## **Reversements (atténuations de produits chapitre 014) : 7,71 M€**

Le montant des attributions de compensation à verser aux communes s'élève à 6,95 M€ contre 10,16 M€ en 2018 du fait des transferts de compétence.

Le FNGIR (Fonds national de garantie des recettes) s'élève à 389 K€.

Le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) : 311 K€ sont provisionnés dans l'attente de la notification de l'État.

## Dépenses imprévues et provisions : 130 K€

### b-recettes

### Répartition du financement par nature de recettes (total : 74,78 M€)

Erreur ! Des objets ne peuvent pas être créés à partir des codes de champs de mise en forme.

Budget général	2018	2019	Evolution	
<b>Fiscalité</b>	<b>48 761 562</b>	<b>50 475 917</b>	3,52%	<b>1 714 355</b>
<b>contribution directe</b>	<b>48 134 044</b>	<b>49 863 477</b>	3,59%	<b>1 729 433</b>
<i>CFE</i>	<i>9 331 154</i>	<i>10 162 000</i>	8,90%	<b>830 846</b>
<i>CVAE</i>	<i>7 820 685</i>	<i>7 927 477</i>	1,37%	<b>106 792</b>
<i>IFER</i>	<i>387 650</i>	<i>391 000</i>	0,86%	<b>3 350</b>
<i>TH</i>	<i>15 630 000</i>	<i>16 280 000</i>	4,16%	<b>650 000</b>
<i>TEOM</i>	<i>9 630 658</i>	<i>9 650 000</i>	0,20%	<b>19 342</b>
<i>TFPB</i>	<i>3 357 000</i>	<i>3 535 400</i>	5,31%	<b>178 400</b>
<i>TFPNB</i>	<i>61 600</i>	<i>61 600</i>	0,00%	-
<i>TA TFPNB</i>	<i>130 000</i>	<i>130 000</i>	0,00%	-
<i>TASCOM</i>	<i>1 771 265</i>	<i>1 726 000</i>	-2,56%	- <b>45 265</b>
<i>FPIC</i>	<i>14 032</i>	-	-100,00%	- <b>14 032</b>
<b>AC et autres</b>	<b>317 518</b>	<b>302 440</b>	-4,75%	- <b>15 078</b>
<b>Taxe de séjour</b>	<b>310 000</b>	<b>310 000</b>	0,00%	-
<b>Dotations</b>	<b>13 566 216</b>	<b>15 009 300</b>	10,64%	<b>1 443 084</b>
<b>DGF</b>	<b>10 819 183</b>	<b>10 669 000</b>	-1,39%	- <b>150 183</b>
<i>dotation intercommunalité</i>	<i>2 600 000</i>	<i>2 594 000</i>	-0,23%	- <b>6 000</b>
<i>Régularisation année écoulée</i>	<i>35 000</i>	-	-100,00%	- <b>35 000</b>
<i>dotation de compensation</i>	<i>8 184 183</i>	<i>8 075 000</i>	-1,33%	- <b>109 183</b>
<b>compensations</b>	<b>1 079 683</b>	<b>1 219 000</b>	12,90%	<b>139 317</b>
<b>subventions</b>	<b>1 667 350</b>	<b>3 121 300</b>	87,20%	<b>1 453 950</b>
			#DIV/0!	-
<b>Remboursement frais</b>	<b>5 789 452</b>	<b>5 723 214</b>	-1,14%	- <b>66 238</b>
			#DIV/0!	-
<b>Autres</b>	<b>2 849 955</b>	<b>3 578 625</b>	25,57%	<b>728 670</b>
			#DIV/0!	-
<b>Total des recettes réelles fonctionnement</b>	<b>70 967 185</b>	<b>74 787 056</b>	5,38%	<b>3 819 871</b>

Le montant des recettes réelles de fonctionnement est de 74 787 056 €.

### Fiscalité

Budget général	2018	2019	Evolution	
<b>Fiscalité</b>	<b>48 761 562</b>	<b>50 475 917</b>	3,52%	<b>1 714 355</b>
<b>contribution directe</b>	<b>48 134 044</b>	<b>49 863 477</b>	3,59%	<b>1 729 433</b>
<i>CFE</i>	<i>9 331 154</i>	<i>10 162 000</i>	8,90%	<b>830 846</b>
<i>CVAE</i>	<i>7 820 685</i>	<i>7 927 477</i>	1,37%	<b>106 792</b>
<i>IFER</i>	<i>387 650</i>	<i>391 000</i>	0,86%	<b>3 350</b>
<i>TH</i>	<i>15 630 000</i>	<i>16 280 000</i>	4,16%	<b>650 000</b>
<i>TEOM</i>	<i>9 630 658</i>	<i>9 650 000</i>	0,20%	<b>19 342</b>

<i>TFPB</i>	3 357 000	3 535 400	5,31%	<b>178 400</b>
<i>TFPNB</i>	61 600	61 600	0,00%	-
<i>TA TFPNB</i>	130 000	130 000	0,00%	-
<i>TASCOM</i>	1 771 265	1 726 000	-2,56%	- <b>45 265</b>
<i>FPIC</i>	14 032	-	-100,00%	- <b>14 032</b>
<b>AC et autres</b>	<b>317 518</b>	<b>302 440</b>	-4,75%	- <b>15 078</b>
<b>Taxe de séjour</b>	<b>310 000</b>	<b>310 000</b>	0,00%	-

Il est proposé de maintenir les taux de fiscalité au niveau de ceux de 2018 :

- TH : 10,16 %
- TFPB : 2,61 %
- TFPNB : 2,79 %
- CFE : 25,70 %
- TEOM : 7,67 %

La revalorisation des bases retenue par la loi de finances 2019 est de 2,3 %.

La réforme du dégrèvement de la TH en 2018 n'aura pas d'impact en 2019 sur les finances des collectivités puisqu'elle sera compensée par l'Etat, avec prise en compte de la revalorisation des bases annuelles.

### **Cotisation Foncière des Entreprises : 10,16 M€**

Le produit est en hausse, à la fois par l'effet base et loi de finances et par l'intégration des produits constatés en 2018, plus élevés que dans les prévisions du BP 2018. Aucun effet taux.

**Taxe d'Habitation : 16,28 M€**

Le produit est en hausse, intégrant la THLV d'une part et les variations physiques et LF d'autre part.

**Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 3,53 M€**

Une évolution physique des bases de 2 % est anticipée.

**Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 9,65 M€**

*Les autres produits fiscaux*

**CVAE : 7,92 M€**

**IFER : 391 K€**

**TASCOM : 1,72 M€.**

**Taxe de séjour : 310 K€**

**Dotations et subventions : 13 566 216 €**

	<b>2 018</b>	<b>2 019</b>		
<b>Dotations</b>	<b>13 566 216</b>	<b>15 009 300</b>	10,64%	<b>1 443 084</b>
<b>DGF</b>	<b>10 819 183</b>	<b>10 669 000</b>	-1,39%	- <b>150 183</b>
<i>dotation intercommunalité</i>	<i>2 600 000</i>	<i>2 594 000</i>	-0,23%	- <b>6 000</b>
<i>Régularisation année écoulée</i>	<i>35 000</i>	-	-100,00%	- <b>35 000</b>
<i>dotation de compensation</i>	<i>8 184 183</i>	<i>8 075 000</i>	-1,33%	- <b>109 183</b>
<b>compensations</b>	<b>1 079 683</b>	<b>1 219 000</b>	12,90%	<b>139 317</b>
<b>subventions</b>	<b>1 667 350</b>	<b>3 121 300</b>	87,20%	<b>1 453 950</b>

La DGF prévisionnelle pour 2019 est de 10,66 M€ en repli de 1,39 %.

Les compensations fiscales s'élèvent à 1,21 M€.

Les subventions comportent plus particulièrement des dispositifs liés à la compétence déchets ménagers (1,36 M€) et intègrent pour la première fois celles liées à la compétence petite enfance (1,55 M€).

FPIC : l'EPCI ne perçoit plus de recettes de FPIC, à la fois pour compenser les 163 K€ aux communes de l'ex-pays glazik et Quéméneven et par la sortie programmée du FPIC perçue à la suite de la fusion.

**Remboursement de frais : 5,72 M€**

## Autres recettes : 3,57 M€

Les autres recettes s'élèvent à 3,57 M€ contre 2,85 M€ en 2018, liées plus particulièrement aux produits des services de la compétence déchets (1,33 M€). Sur le reste des recettes, 789 K€ portent sur les piscines, 758 K€ sur la petite enfance, 90 K€ sur les dispositifs type Atout sport, 110 K€ sur les médiathèques, 120 K€ sur les atténuations de charges, 140 K€ sur les loyers hors budget annexe...

## Autofinancement

	2018	2019
Epargne de Gestion (marge brute)	4 607 645	4 957 383
Epargne brute	4 437 645	4 737 383
Epargne nette	3 639 745	3 492 116

Le maintien de l'épargne est réalisé par la baisse de la contribution du budget principal au budget annexe des transports, A noter néanmoins que le prélèvement sur cette épargne pour financer les mesures du pacte fiscal et financier s'élève à 458 K€ en 2019 et que la mise à niveau des services supports petite enfance s'élève à 200 K€.

### 1. L'investissement

#### a. Dépenses d'investissement

Budget général	2018	2019		
<b>dépenses investissement</b>	<b>13 033 064</b>	<b>12 872 968</b>	<b>-1,23%</b>	<b>- 160 096</b>
Immobilisations incorporelles	3 679 606	2 566 126	-30,26%	- 1 113 480
Subventions d'équipement	3 105 025	4 088 042	31,66%	983 017
Immobilisations corporelles	3 149 233	2 109 300	-33,02%	- 1 039 933
Travaux en cours	3 072 700	4 083 000	32,88%	1 010 300
Autres immobilisations	26 500	26 500	0,00%	-
Compte de tiers				-

En 2019, les travaux du bâtiment de la DSI communautaire se poursuivront pour une fin de chantier fin 2019.

Les travaux de construction de la médiathèque de Guengat débuteront.

Le PEM entre en phase opérationnelle tandis que les interventions en matière économique se poursuivent et se développent.

Le déploiement du projet net city de liaison fibre des sites publics communaux et intercommunaux ainsi que la première plaque de fibre optique, dans le cadre de BTHD sur le secteur d'Edern et Briec se poursuivent.

Des crédits d'investissements récurrents liés au maintien du patrimoine et au renouvellement du matériel sont également inscrits.

## Détail des investissements par opération :

### b. Financement de l'investissement

Budget général	2018	2019		
<b>Recettes investissement</b>	<b>13 033 064</b>	<b>12 199 968</b>	<b>-6,39%</b>	<b>- 833 096</b>
Autofinancement	3 639 745	3 492 116	-4,06%	- 147 629
Fonds et dotations	-	-		-
FCTVA	800 000	670 000	-16,25%	- 130 000
Subventions	1 824 075	2 782 379	52,54%	958 304
Emprunts	6 766 744	5 908 973	-12,68%	- 857 771
Autres	2 500	16 500	560,00%	14 000

Au stade du BP, le financement de l'investissement est porté par l'autofinancement à hauteur de 3,4 M€, les subventions comportent majoritairement les crédits relatifs à la délégation des aides à la pierre et un fonds de concours de la commune de Quimper au titre de l'informatique avec également l'intégration des AC en investissement versées par les communes au titre des compétences ZAE, GEMAPI et petite enfance. Le FCTVA à récupérer est prévu à hauteur de 670 K€.

### Emprunt et endettement

L'encours de dette de Quimper Bretagne Occidentale sur le budget principal est de 9,21 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'emprunt d'équilibre pour le BP 2019 se situe à 5,9M€. La communauté d'agglomération devrait mobiliser réellement tout ou partie de cette somme

Le remboursement de la dette est de 1,24 M€ dont une part est remboursée aux communes ayant transféré des équipements couverts par un emprunt en vigueur.

Au cas où l'EPCI contracterait un emprunt de la totalité de l'inscription budgétaire soit 5,9 M€, le montant de sa dette au 31 décembre 2019 avoisinerait les 13,87 M€.

La capacité de désendettement au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est de 1,95 ans

Dette	2018	2019
Au 1/1/N	6 827 279	9 215 257
Réalisation emprunt N	6 766 744	5 908 973
Remboursement	797 900	1 245 267
Flux N (réal.emprunt N-rbst amort N)	5 968 844	4 663 706
Solde de la dette au 31/12/N	12 796 123	13 878 963

**Pour plus d'information sur la dette existante du budget principal cf annexe IV. A .2.1 et suivantes II .**

## Les budgets annexes

### Budget Transport

Budget transport	2017	2018	2019	Évolution
Recettes commerciales	2 800 000	2 678 141	2 730 000	51 859
Fiscalité	6 200 000	6 400 000	8 854 987	2 454 987
Subventions	6 350 000	6 722 000	5 209 000	- 1 513 000
autres recettes	-	-	-	-
				-
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>15 350 000</b>	<b>15 800 141</b>	<b>16 793 987</b>	<b>993 846</b>
Charges générales	231 783	223 620	181 579	- 42 041
Personnel	197 068	232 787	194 718	- 38 069
autres charges	12 935 200	14 016 200	15 021 700	1 005 500
Charges financières	22 680	35 500	20 000	- 15 500
Charges exceptionnelles		117 034	15 000	117 034
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>13 386 731</b>	<b>14 625 141</b>	<b>15 432 997</b>	<b>807 856</b>
<b>Épargne</b>	<b>1 963 269</b>	<b>1 175 000</b>	<b>1 360 990</b>	<b>185 990</b>
<b>Remboursement emprunt</b>	<b>200 000</b>	<b>300 000</b>	<b>350 000</b>	<b>50 000</b>
<b>Autofinancement</b>	<b>1 763 269</b>	<b>875 000</b>	<b>1 010 990</b>	<b>135 990</b>
autres recettes	42 000	270 000	31 000	- 239 000
Nouvel emprunt		1 997 200	942 010	
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>1 805 269</b>	<b>3 142 200</b>	<b>1 984 000</b>	<b>- 1 158 200</b>
Fonds de concours				-
Autres investissements	1 820 000	3 142 200	1 984 000	- 1 158 200
Déficit reporté				-
<b>Total investissement</b>	<b>1 820 000</b>	<b>3 142 200</b>	<b>1 984 000</b>	<b>- 1 158 200</b>

La contribution du budget général diminue et passe de 5,3 à 3,8 M€. Le taux du versement transport est de 1% au 1<sup>er</sup> janvier 2019 permettant une hausse du produit de 2,45 M€. La participation des usagers se chiffre à 2.7 M€.

En dépenses de fonctionnement, les facteurs de hausse sont l'actualisation des prix d'une part et le déploiement du nouveau réseau en année pleine apparait (+ 1M€).

Le budget d'investissement atteint 1,98 M€ au titre des crédits d'investissements courants (acquisition bus) et la poursuite de la mise en place du SAEIV (information voyageur).

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par un emprunt de près de 1 M€.

## Location de bâtiments économiques

Location batiments économiques	2017	2018	2019		Evolution
Recettes commerciales	680 275	654 489	624 630	- 29 859	-4,56%
Fiscalité	-			-	
Subventions				-	
autres recettes	5 000	5 000	125 000	120 000	2400,00%
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>685 275</b>	<b>659 489</b>	<b>749 630</b>	<b>90 141</b>	<b>13,67%</b>
	-				
Charges générales	353 451	346 729	438 610	91 881	26,50%
Personnel	-				
autres charges	5 250	5 250	2 250	- 3 000	-57,14%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>358 701</b>	<b>351 979</b>	<b>440 860</b>	<b>88 881</b>	<b>25,25%</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>326 574</b>	<b>307 510</b>	<b>308 770</b>	1 260	0,41%
<b>Remboursement d'emprunt</b>		<b>7 100</b>	-	- 7 100	
<b>Autofinancement</b>		<b>300 410</b>	<b>308 770</b>	<b>8 360</b>	
autres recettes	500	10 000	5 000	- 5 000	-50,00%
Excédent reporté					
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>327 074</b>	<b>310 410</b>	<b>313 770</b>	<b>3 360</b>	<b>1,08%</b>
Fonds de concours					
Autres investissements	670 000	136 000	167 500	31 500	23,16%
Déficit reporté					
<b>Total investissement</b>	<b>670 000</b>	<b>136 000</b>	<b>167 500</b>	<b>31 500</b>	<b>23,16%</b>

Le budget location des bâtiments contient l'ensemble des hôtels d'entreprises, pépinières et ateliers du territoire.

Les efforts de gestion des années précédentes ont permis en fonctionnement d'améliorer le niveau d'autofinancement.

Le budget principal verse 125 K€ à ce budget au titre de la valorisation des aides économiques par la mise à disposition de locaux pour des structures comme la technopole ou encore le CEA Tech.

L'autofinancement couvre très largement le montant des investissements

## Budget Zones Économiques

Budget ZAE	2017	2018	2019	Evolution	Evolution
Recettes commerciales	2 595 000	2 387 000	2 868 402	481 402	20,17%
Fiscalité	-				
Subventions	120 000			-	
autres recettes	-	90 525			
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>2 715 000</b>	<b>2 477 525</b>	<b>2 868 402</b>	<b>390 877</b>	<b>15,78%</b>
	-				
Charges générales	6 819 657	6 504 740	5 614 706	- 890 034	-13,68%
Personnel	-				
autres charges	-				
charges financières	24 500	23 000	50 000	27 000	117,39%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>6 844 157</b>	<b>6 527 740</b>	<b>5 664 706</b>	<b>- 863 034</b>	<b>-13,22%</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>- 4 129 157</b>	<b>- 4 050 215</b>	<b>- 2 796 304</b>	1 253 911	-30,96%
<b>Remboursement d'emprunt</b>	<b>600 000</b>	<b>1 600 000</b>	<b>2 200 000</b>	600 000	37,50%
<b>Autofinancement</b>	<b>- 4 729 157</b>	<b>- 5 650 215</b>	<b>- 4 996 304</b>	653 911	-11,57%
autres recettes	-				
Emprunt		5 650 215	4 996 304		
Excédent reporté					
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>- 4 729 157</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>#DIV/0!</b>

Il s'agit d'un budget qui constate des variations de stock d'une année sur l'autre, entre acquisitions, études, viabilisation et commercialisation de terrains.

Le BP 2019 des zones d'activités en dépenses s'élève à 5,6 M€ HT finançant notamment :

- Acquisitions de terrains ex-zones communales 900 K€
- Etudes, acquisitions foncières réserves campus berges de l'Odet, Kerjaouen, Kerourvois 3 : 2,77 M€
- Aménagement Ti Lipig : 563 K€
- Lumunoch : 200 K€
- Kerlic : 207 K€

Chacune des zones a par ailleurs des budgets liés à l'entretien des parcelles non encore cédées.

Les recettes du budget, estimées à 2,86 M€, sont constituées notamment des ventes suivantes :

- Ventes terrains ZAE ex-communes : 900 K€
- Menez Prat : 991 K€
- Kerourvois : 390 K€
- Kerlic : 150 K€
- Penhoat Braz 4 : 108 K€

## Budget Eau (affermage)

<b>Eau affermé</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>Evolution</b>	<b>Evolution</b>
Recettes commerciales	4 745 466	4 852 586	4 853 550	964	0,02%
Fiscalité	-				
Subventions	30 000	12 800	12 600	- 200	-1,56%
autres recettes	-				
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>4 775 466</b>	<b>4 865 386</b>	<b>4 866 150</b>	<b>764</b>	<b>0,02%</b>
Charges générales	1 801 625	1 795 119	1 879 311	84 192	4,69%
Personnel	327 922	332 537	341 762	9 225	2,77%
autres charges	181 800	113 300	123 800	10 500	9,27%
Charges financières	45 000	35 000	26 000	- 9 000	-25,71%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>2 356 347</b>	<b>2 275 956</b>	<b>2 370 873</b>	<b>94 917</b>	<b>4,17%</b>
<b>Epargne</b>	<b>2 419 119</b>	<b>2 589 430</b>	<b>2 495 277</b>	- 94 153	-3,64%
<b>Remboursement d'emprunt</b>	<b>256 000</b>	<b>250 000</b>	<b>196 000</b>	- 54 000	-21,60%
<b>Autofinancement</b>	<b>2 163 119</b>	<b>2 339 430</b>	<b>2 299 277</b>	- 40 153	-1,72%
subventions		1 297 000	1 184 400	- 112 600	
Autre recettes	432 881	368 000	354 000	- 14 000	-3,80%
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>2 596 000</b>	<b>4 004 430</b>	<b>3 837 677</b>	- 166 753	-4,16%
Fonds de concours					
Autres investissements	2 596 000	5 338 490	2 428 490	- 2 910 000	-54,51%
<b>Total investissement</b>	<b>2 596 000</b>	<b>5 338 490</b>	<b>2 428 490</b>	- 2 910 000	-54,51%

Le montant des investissements 2019 du budget annexe est de 2,42 M€

## Budget Eau (régie)

Eau régie	2017	2018	2019	Evolution	Evolution
Recettes commerciales	1 445 000	1 331 871	1 545 000	213 129	16,00%
Fiscalité					
Subventions					
autres recettes	12 000		8 825	8 825	#DIV/0!
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>1 457 000</b>	<b>1 331 871</b>	<b>1 553 825</b>	<b>221 954</b>	<b>16,66%</b>
Charges générales	554 900	577 750	703 205	125 455	21,71%
Personnel	244 701	260 571	247 717	- 12 854	-4,93%
Charges financières	29 800	23 300	26 000	2 700	11,59%
autres charges	291 450	314 950	382 000	67 050	21,29%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>1 120 851</b>	<b>1 176 571</b>	<b>1 358 922</b>	<b>182 351</b>	<b>15,50%</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>336 149</b>	<b>155 300</b>	<b>194 903</b>	<b>39 603</b>	<b>25,50%</b>
<b>Remboursement emprunt</b>	<b>33 000</b>	<b>31 200</b>	<b>43 000</b>	<b>11 800</b>	<b>37,82%</b>
<b>autofinancement</b>	<b>303 149</b>	<b>124 100</b>	<b>151 903</b>	<b>27 803</b>	<b>22,40%</b>
autres recettes	1 000			-	#DIV/0!
Emprunt		362 900	353 097	- 9 803	-2,70%
Excédent reporté					
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>304 149</b>	<b>487 000</b>	<b>505 000</b>	<b>18 000</b>	<b>3,70%</b>
Fonds de concours					
Autres investissements	1 010 785	487 000	505 000	18 000	3,70%
Déficit reporté					
<b>Total investissement</b>	<b>1 010 785</b>	<b>487 000</b>	<b>505 000</b>	<b>18 000</b>	<b>3,70%</b>

Ce budget couvre le territoire de l'ex CCPG et Quéménéven.

Le programme d'investissement 2019 se monte à 505 K€.

L'emprunt d'équilibre est fixé à 353 K€.

## Budget Assainissement (affermage)

<b>Assainissement collectif affermé</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>Evolution</b>	<b>Evolution</b>
Recettes commerciales	4 033 000	3 756 000	4 196 098	440 098	11,72%
Fiscalité	-				
Subventions	-				
autres recettes	223 744	312 972	298 742	- 14 230	-4,55%
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>4 256 744</b>	<b>4 068 972</b>	<b>4 494 840</b>	<b>425 868</b>	<b>10,47%</b>
Charges générales	1 159 238	1 023 025	1 072 429	49 404	4,83%
Personnel	274 033	284 120	303 255	19 135	6,73%
autres charges	105 200	60 000	189 320	129 320	215,53%
Charges financières	2 000	1 300	1 000	- 300	-23,08%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>1 540 471</b>	<b>1 368 445</b>	<b>1 566 004</b>	<b>197 559</b>	<b>14,44%</b>
<b>Epargne</b>	<b>2 716 273</b>	<b>2 700 527</b>	<b>2 928 836</b>	<b>228 309</b>	<b>8,45%</b>
<b>Remboursement d'emprunt</b>	<b>16 850</b>	<b>17 500</b>	<b>25 000</b>	<b>7 500</b>	<b>42,86%</b>
<b>Autofinancement</b>	<b>2 699 423</b>	<b>2 683 027</b>	<b>2 903 836</b>	<b>220 809</b>	<b>8,23%</b>
subventions					
Autre recettes	686 000	579 200	594 200	15 000	2,59%
Emprunt		1 424 130	136 964		
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>3 385 423</b>	<b>4 686 357</b>	<b>3 635 000</b>	<b>- 1 051 357</b>	<b>-22,43%</b>
Fonds de concours					
Autres investissements	3 512 000	4 686 357	3 635 000	- 1 051 357	-22,43%
<b>Total investissement</b>	<b>3 512 000</b>	<b>4 686 357</b>	<b>3 635 000</b>	<b>- 1 051 357</b>	<b>-22,43%</b>

Le programme pluri-annuel de travaux sur le réseau d'assainissement affermé se poursuit. Au total, ce sont 3,63 M€ de dépenses d'investissements prévus

L'emprunt d'équilibre est fixé à 136 K€.

## Budget Assainissement (régie)

Assainissement régie	2017	2018	2019	Evolution	Evolution
Recettes commerciales	682 878	657 000	647 500	- 9 500	-1,45%
Fiscalité	-			-	
Subventions				-	
autres recettes	7 000		16 852	16 852	
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>689 878</b>	<b>657 000</b>	<b>664 352</b>	7 352	1,12%
	-	-	-	-	
Charges générales	257 478	235 740	288 561	52 821	22,41%
Personnel	187 609	216 212	156 378	- 59 834	-27,67%
Charges financières	31 800	24 500	18 000	- 6 500	-26,53%
autres charges	44 200	54 000	30 000	- 24 000	-44,44%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>521 087</b>	<b>530 452</b>	<b>492 939</b>	- 37 513	-7,07%
				-	
<b>Epargne brute</b>	<b>168 791</b>	<b>126 548</b>	<b>171 413</b>	44 865	35,45%
<b>Emprunt</b>	<b>112 000</b>	<b>113 000</b>	<b>166 000</b>	53 000	46,90%
<b>autofinancement</b>	<b>56 791</b>	<b>13 548</b>	<b>5 413</b>	- 8 135	-60,05%
autres recettes	193 550	197 000	307 810	110 810	56,25%
Emprunt		189 452	271 777	82 325	43,45%
Excédent reporté				-	
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>250 341</b>	<b>400 000</b>	<b>585 000</b>	185 000	46,25%
				-	
Fonds de concours				-	
Autres investissements	508 000	400 000	585 000	185 000	46,25%
Déficit reporté				-	
<b>Total investissement</b>	<b>508 000</b>	<b>400 000</b>	<b>585 000</b>	185 000	46,25%

Ce budget couvre le territoire de l'ex CCPG et Quéménéven.

Le programme d'investissement 2019, d'un montant de 585 K€ correspond aux différents travaux de réhabilitation du réseau.

L'emprunt d'équilibre s'élève à 271 K€.

## SPANC

<b>SPANC</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>Evolution</b>	<b>Evolution</b>
Recettes commerciales	210 000	255 800	237 000	- 18 800	-7,35%
Fiscalité	-				
Subventions	20 000	29 600	34 700	5 100	17,23%
autres recettes	322 000	6 000	6 300	300	5,00%
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>552 000</b>	<b>291 400</b>	<b>278 000</b>	- 13 400	-4,60%
	-				
Charges générales	60 398	49 287	62 635	13 348	27,08%
Personnel	150 892	145 567	184 365	38 798	26,65%
autres charges	333 880	83 046	9 000	- 74 046	-89,16%
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>545 170</b>	<b>277 900</b>	<b>256 000</b>	- 21 900	-7,88%
<b>Autofinancement</b>	<b>6 830</b>	<b>13 500</b>	<b>22 000</b>	8 500	62,96%
autres recettes		371 420	292 000		
Excédent reporté					
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>6 830</b>	<b>384 920</b>	<b>314 000</b>	- 70 920	-18,42%
Fonds de concours					
Autres investissements	6 830	384 920	314 000	- 70 920	-18,42%
Déficit reporté					
<b>Total investissement</b>	<b>6 830</b>	<b>384 920</b>	<b>314 000</b>	- 70 920	-18,42%

Ce budget comprend le territoire dans son ensemble. Il s'agit d'un budget de charges de personnel et de charges auprès d'un prestataire.

## ACTIVITES PORTUAIRES

<b>Activités portuaires</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>Evolution</b>
Recettes commerciales		178 396	178 396
Fiscalité			-
Subventions	45 549		
autres recettes			-
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>45 549</b>	<b>178 396</b>	<b>132 847</b>
	-	-	-
Charges générales	45 549	133 150	87 601
Personnel		9 700	9 700
Charges financières			-
autres charges			-
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>45 549</b>	<b>142 850</b>	<b>97 301</b>
			-
<b>Epargne brute</b>	-	<b>35 546</b>	35 546
<b>Emprunt</b>	-	-	
<b>autofinancement</b>	-	<b>35 546</b>	
<b>Total recettes d'investissement</b>	-	<b>35 546</b>	<b>35 546</b>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, QBO a pris la compétence activités portuaires auparavant gérée par le département.

Les recettes correspondent à la subvention versée par le département et les charges aux dépenses d'entretien.

## VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Valorisation énergies renouvelables	2018	2019	Evolution
Recettes commerciales	900 000	840 000	- 60 000
Fiscalité			-
Subventions			
autres recettes			-
<b>Total recettes Fonctionnement</b>	<b>900 000</b>	<b>840 000</b>	<b>- 60 000</b>
	-	-	-
Charges générales	758 353	407 555	- 350 798
Personnel			-
Charges financières			-
autres charges			-
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>	<b>758 353</b>	<b>407 555</b>	<b>- 350 798</b>
			-
<b>Epargne brute</b>	<b>141 647</b>	<b>432 445</b>	<b>290 798</b>
<b>Emprunt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>autofinancement</b>	<b>141 647</b>	<b>432 445</b>	
autres recettes	127 500	23 000	- 104 500
Emprunt	-	-	
Excédent reporté			-
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>269 147</b>	<b>455 445</b>	<b>186 298</b>
			-
Fonds de concours			-
Autres investissements	269 147	263 500	- 5 647
Déficit reporté			-
<b>Total investissement</b>	<b>269 147</b>	<b>263 500</b>	<b>- 5 647</b>

Ce budget intègre la production du biogaz.

Les recettes correspondent à la revente d'énergie, les charges aux dépenses d'entretien de la structure.

Annexe : focus sur les déchets

Collecte et traitement des ordures ménagères

Cf. annexe IV.A.7.2.1 état de répartition de la TEOM

\*\*\*

Après avoir voté chapitre par chapitre (6 abstentions ; 43 suffrages exprimés dont 1 voix contre et 42 voix pour), le conseil communautaire adopte le budget primitif 2019.